

Brésil/Présidentielle

Vers un 2e tour à l'issue incertaine

AFP
Rio de Janeiro/Brésil

Bolsonaro ou Haddad ? C'est un président représentant les extrêmes, droite ou gauche, qui sera élu le 28 octobre.

LA direction qu'allait prendre le Brésil était imprévisible hier, le plus grand pays d'Amérique latine s'acheminant vers un second tour de la présidentielle pouvant lui donner un chef d'Etat d'extrême droite comme de gauche, dans un climat encore plus polarisé.

Jair Bolsonaro, le député nostalgique de la dictature militaire, s'est qualifié dimanche avec un score très élevé de plus de 46%. Une performance à la mesure du phénomène électoral qu'il est devenu ces dernières semaines après avoir été victime d'un attentat. Mais il n'a pas été élu président au premier tour comme il l'espérait.

Il se retrouvera le 28 octobre face à Fernando Haddad (29%), du Parti des travailleurs (PT, gauche), dans un duel incertain et symptomatique de l'extrême polarisation que cette campagne a mise au jour.

Les deux candidats ont fait la course en tête dans les



Pouce levé, l'ultraconservateur Jair Bolsonaro entrevoit la victoire.

sondages ces dernières semaines en semant leurs 11 autres concurrents, pour se retrouver dans un face à face des extrêmes.

SEDUIRE LE CENTRE • Dès hier, l'un et l'autre ont justement essayé d'être plus consensuels en nouant des alliances vers le centre, très convoité. Dans sa campagne, "Haddad a beaucoup oublié le centre", dit André César, des consultants Hold à Brasilia.

Ils devront aussi tenter de limiter le fort rejet qu'ils inspirent l'un comme l'autre dans l'électorat de 147 millions d'habitants.

Interrogé dimanche soir sur sa volonté de nouer des alliances, Ciro Gomes, du PDT de centre gauche, arrivé 3e avec 12,5% des voix, s'est borné à dire qu'il

continuerait de "lutter pour la démocratie et contre le fascisme".

M. Haddad devait faire hier le voyage de Curitiba (sud) pour voir son mentor, l'ex-président Lula, dans la prison où il purge depuis avril une peine de 12 ans et un mois pour corruption. Luiz Inacio Lula da Silva, figure historique de la gauche brésilienne, avait adoubié il y a seulement quatre semaines Haddad pour le remplacer dans la course à la présidence alors qu'il avait été déclaré définitivement inéligible. Haddad et Lula devraient élaborer la stratégie du PT en vue du 28 octobre.

"UN GRAND PROJET POUR LE BRÉSIL" • Dans le clan de Haddad, le soulagement dominait de voir le



Le candidat du PT Fernando Haddad accuse un retard considérable par rapport à son adversaire.

candidat du PT qualifié pour le 2e tour.

"Nous voulons unir les démocrates de ce pays", a déclaré Haddad après sa qualification. "Nous voulons un grand projet pour le Brésil, profondément démocratique, qui recherche inlassablement la justice sociale".

Avant que ne tombent les résultats définitifs, Bolsonaro avait évoqué des "problèmes avec les urnes électroniques".

"Je suis certain que si ça n'avait pas eu lieu, nous aurions eu dès ce soir le nom du président de la République", a lancé le candidat de 63 ans dans une vidéo sur Facebook.

"Nous ne pouvons pas rester sans rien dire. Nous allons réclamer au Tribunal supérieur électoral (TSE) des solutions", a-t-il ajouté. Sans aller jusqu'à évoquer une "fraude", comme ses partisans, l'ex-capitaine de l'armée a déclaré : "Nous devons rester mobilisés. Il reste trois semaines avant le second tour".

Le duel Bolsonaro-Haddad s'annonce très incertain et bien des choses peuvent se passer d'ici au 28 octobre, dans une campagne qui a déjà réservé d'énormes surprises entre la disqualification choc de Lula et l'attentat qui a failli coûter la vie à Jair Bolsonaro le 6 septembre.

A travers le monde

• **Bosnie/Politique.** La crise menace après les élections



Le nationaliste serbe Milorad Dodik (photo) à la présidence, une zizanie entre Croates et Bosniaques : la crise politique menace dans une Bosnie qui s'est réveillée hier toujours aussi divisée au lendemain des élections générales.

• **Indonésie/Séisme.** Près de 2 000 corps découverts

Le bilan du séisme, suivi du tsunami, qui a ravagé l'île indonésienne des Célèbes a été porté à près de 2 000 morts, ont annoncé hier les autorités locales. Les sauveteurs recherchent dans un dernier effort, avant un point final prévu jeudi, des corps de victimes qui pourraient encore être des milliers sous les décombres.

• **Italie-France/Politique.** Salvini et Le Pen s'en prennent au "bunker de Bruxelles"



Les dirigeants italien et français d'extrême-droite et souverainistes Matteo Salvini et Marine Le Pen ont attaqué le "bunker de Bruxelles" en lançant ensemble hier à Rome leur campagne électorale pour les européennes de mai.

• **P r o c h e - Orient/Conflit.** Traque d'un Palestinien suspecté d'avoir tué deux Israéliens

Les forces israéliennes poursuivaient hier la traque d'un Palestinien suspecté d'avoir tué deux Israéliens par balles la veille ("L'Union" d'hier), et ont interpellé dans la nuit plusieurs personnes dans le village d'origine du suspect en Cisjordanie occupée.

• **Russie/Politique.** La confiance en Poutine chute fortement

La confiance envers le président russe Vladimir Poutine est passée sous la barre des 40%, une première depuis l'annexion de la Crimée dans un contexte de grogne sociale contre une impopulaire réforme des retraites, selon un sondage publié hier.

France/Politique

Semaine cruciale pour Macron à la recherche d'un nouveau souffle

AFP
Paris/France

Un remaniement gouvernemental est notamment attendu dans les toutes prochaines heures.

DEBUT de semaine cruciale pour Emmanuel Macron et son gouvernement en sur-sis depuis le départ fracassant du ministre de l'Intérieur la semaine dernière, le président et le Premier ministre français tentent de remanier l'équipe avec l'espoir de trouver un nouveau souffle.

Quand la France sera-t-elle dotée d'un ministre de l'Intérieur à temps plein ? Au sommet de l'Etat, la question ne semble pas encore tout à fait tranchée, bien que ce poste soit un rouage essentiel de tout gouvernement français, chargé notamment des questions de sécurité.

Depuis la démission de Gérard Collomb, un vieux routier de la politique et un des piliers du gouvernement, c'est le Premier ministre Edouard Philippe qui assure l'intérim.

Le remaniement, dont l'ampleur exacte est inconnue, serait donc dévoilé plutôt ce mardi, selon des sources gouvernementales.

"Je pense que tout le monde est vraiment dans le flou. Quand le président et le Premier ministre ne veulent pas faire fuiter une conversation, ils savent le faire", confiait à la mi-journée un ministre à l'AFP : "C'est l'attente. Les cabinets sont quasiment tous à l'arrêt."

Les spéculations sur le nom du remplaçant de M. Collomb vont bon train, certains prédisant que ce sera un autre membre du gouvernement qui glissera sur ce poste clé, d'autres affirmant que ce sera quelqu'un de l'extérieur, au profil nettement moins politique mais plus technique.

Pour le journal de droite Le Figaro, l'exécutif est « confronté à la faiblesse de son "vivier politique" ». Emmanuel Macron, dans son accession météorique aux plus hautes charges et armé de sa volonté de briser les structures anciennes, n'a pas bâti son pouvoir sur des fondations politiques profondes, et son mouvement, la République en marche (LREM),

manque de figures proéminentes dans son entourage à qui il pourrait confier un ministère aussi sensible que l'Intérieur.

L'incertitude règne également sur l'ampleur de la réorganisation gouvernementale. "Le nombre de bêtises, fake news, manips, noms jetés en pâture sur le remaniement, c'est vertigineux", a commenté sur Twitter le conseiller du Premier ministre, Gilles Boyer.

REEQUILIBRAGE POLITIQUE ? • Ce remaniement pourrait surtout être l'occasion de chercher à redonner de l'élan à ce gouvernement qui patine, enlisé depuis plusieurs mois dans les difficultés et l'impopularité.

"Si le président décide d'un remaniement ample et profond, c'est d'évidence qu'il faudra que le nouveau gouvernement demande la confiance" aux députés, a fait valoir dimanche Richard Ferrand, le nouveau président de l'Assemblée nationale et rouage essentiel du pouvoir.

M. Ferrand plaide pour un "nouveau souffle", mettant notamment l'accent sur la nécessité de se "réconcilier



Afin de lui donner un nouveau souffle, le gouvernement autour du président Emmanuel Macron devrait être remanié dans la journée.

avec les territoires", alors que les relations sont tendues entre gouvernement et grandes associations d'élus.

Ainsi le ministre de la Cohésion des Territoires Jacques Mézard pourrait être poussé vers la sortie. Autre ministre fragilisée : Françoise Nyssen actuellement à la Culture, qui est gênée par une enquête préliminaire sur des travaux d'agrandissement dans les locaux d'Actes Sud, la maison d'édition qu'elle dirigeait auparavant.

Emmanuel Macron pourrait aussi être tenté de rééquilibrer son assiette politique, après le départ

de M. Collomb, issu du Parti socialiste, pour ménager tous ses flancs. Le gouvernement pourrait ainsi accorder une plus large place aux centristes, qui ont donné des signes de mécontentement récemment. Enfin, ultime donnée de l'équation : les ministres nourrissant des ambitions municipales pour 2020 devraient pour l'heure rester au gouvernement. "On ne va pas caler nos comportements sur le comportement de Gérard Collomb", a expliqué dimanche le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, qui répliqua lui-même à une candidature à Paris.